

A bientôt, Rocard!

Jacques Julliard

Le Nouvel Observateur, 23 juin 1994

S'étonnera-t-on de voir le PS sacrifier celui qui incarnait, jusque dans ses maladresses, une certaine dignité de la politique? « Il ne suffit pas de s'offrir une tête », déclare Lionel Jospin. Pardi! Surtout quand il s'agit de cette tête-là. Maintenant qu'elle est politiquement tombée, il faudra la montrer au peuple. Elle en vaut moralement la peine. Il se trouve en effet que Michel Rocard n'a qu'une seule chose à se reprocher, c'est de ne pouvoir s'imposer quand il passe à la télévision. On dira que c'est une faute écrasante, un inexcusable délit. Car, dit-on encore, ce qu'on appelait le peuple, et qu'on nomme parfois encore l'opinion publique, n'est devenu qu'un robot programmé pour cracher dans les sondages et vomir dans l'isolement ce qu'il a ingurgité à la télévision. Effroyable pessimisme. J'y consens. Devant ce handicap terrible, combien peu pèse en effet le fait pour Rocard d'être intègre, bêtement intègre; d'être militant, bêtement militant; et d'avoir été bêtement com-

pétent en bien des occasions délicates et des périodes difficiles. Rocard n'a pas la grâce télévisuelle? A la trappe, donc! A la trappe!

Comme j'ai l'air d'être ici partisan (il est vrai que j'ai souvent l'envie et même le besoin de prendre parti pour ceux qui tombent), je voudrais rappeler quelques faits. Je ne sais combien d'articles j'ai écrits dans ma vie, avant 1981 et après, en faveur d'une coopération des deux gauches, d'un rapprochement de ses deux chefs, d'un armistice entre les équipes mitterrandienne et rocardienne. Lorsqu'en 1981 nous avons cru devoir prendre position en faveur du candidat Mitterrand, c'était, nous l'écrivions alors, pour lui apporter l'imagination intellectuelle et la fraîcheur morale d'hommes comme Pierre Mendès France, Edmond Maire, Michel Rocard. Nous ajoutions volontiers le nom de Jacques Delors qui, à cette époque, était peu connu des uns, peu apprécié des autres. Son premier poste n'avait-

il pas été d'être le conseiller social du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, lorsque Georges Pompidou était président ?

Evidemment, j'ai cru que nos souhaits se réalisaient lorsque Mitterrand, contre l'avis des siens, de tous les siens en vérité, a fini par désigner, le 10 mai 1988, Rocard comme Premier ministre. Je n'ai jamais cru à la thèse selon laquelle Mitterrand ne se résignait à cette désignation que pour « couler » Rocard : pour démontrer que le prétendu prodige n'avait rien dans la tête. Je ne crois pas que Mitterrand aurait joué avec la France de cette manière. Je pense qu'il estimait que Rocard n'était ni meilleur ni pire qu'un autre et que, pendant deux ans, il ferait un Premier ministre honorable qui ne porterait pas préjudice à la France mais ne laisserait pas un souvenir impérissable. Il ne serait pas coulé mais banalisé. Si bien que j'ai été étonné, pour ma part, que Mitterrand garde Rocard trois ans. C'est en vérité très difficile à comprendre, aujourd'hui encore. Autrement dit, le 15 mai 1991, au moment où le départ de Rocard a lieu, j'ai des pensées exactement contraires à celles de tous mes confrères et à celles de Rocard lui-même. Chacun se demande : « Pourquoi maintenant ? » Je me demande : « Pourquoi si tard ? »

J'ai toujours su que François Mitterrand n'accepterait jamais que Rocard lui succédât au parti, encore

moins qu'il fût le candidat de la gauche à l'élection présidentielle. Très vite il a justifié ses préventions par tous les alibis que les insuffisances de Rocard lui offraient et que confirmaient les sondages : Rocard ne faisait pas le poids devant les hommes de droite. En ce cas, tout était simple. Il ne fallait pas faire perdre de temps à la gauche. Avec autant de bonne conscience que de mauvaise foi, on a entrepris de précipiter la chute de Rocard avec l'opération Tapie. Mitterrand s'est découvert un regain d'intérêt pour un PS qu'il désirait contrôler jusqu'à ce que mort s'ensuivît. Jusqu'au dernier moment il aura affirmé son art : faire en sorte que son entourage exerçât une pression sur lui pour qu'il fasse ce que lui-même souhaitait. Comme d'habitude, il n'a pas cédé tout de suite à cette pression. Il a cédé plus tard, comme si c'était à contrecœur. Il y a deux semaines, il confiait à ses visiteurs son indignation : il y avait, dans son entourage même, des hommes prêts à voter pour Baudis, par aversion pour Rocard. « Curieuses, les allergies que cet homme provoque », disait-il, avec une plaisante commisération...

Rwanda : nation ou abattoir ?

Parfois il me semble que les critiques adressées aux dirigeants de notre pays relèvent moins de l'esprit de dénigrement des hommes que d'une incurable surestimation de leur pouvoir : puisqu'ils peuvent tout, ils sont responsables de tout. Sinon, comment expliquer que, selon certaines campagnes, les dirigeants français deviennent soudain les seuls coupables de la guerre en Bosnie, du génocide au Rwanda, du chaos algérien ?

Car enfin, je veux bien que François Mitterrand soit capable de tout (j'ai montré dans le paragraphe précédent que je ne suis pas complètement naïf), mais je trouve qu'on le surestime beaucoup en le traitant, pratiquement, comme le seul criminel de guerre de la planète. Je ne serais pas étonné qu'abreuvés de telles analyses certains de nos compatriotes n'en arrivent à situer Mitterrand quelque part entre Milosevic et Pol Pot. Je suis sûr, les connaissant, que des amis comme Daniel Rondeau et André Glucksmann trouveraient cela légèrement, comment dire, exagéré. Légèrement.

Soyons sérieux. Au procès fait à la France à propos de sa politique en Afrique, il se trouve que François Mitterrand a tenu à répondre

de manière spectaculaire, ce 18 juin, à l'Unesco. Le président français, retrouvant enfin l'inspiration qui avait été la sienne lors du grand discours de Mexico (et non de Cancun!) en 1982, s'est livré à une méditation en forme de réquisitoire testamentaire sur l'évolution des rapports Nord-Sud depuis trente ans. On dira une fois encore que François Mitterrand manifeste plus de talent à diagnostiquer et à préconiser qu'à réaliser. Mais son discours de l'Unesco constitue un texte de référence sur lequel les économistes, comme les africanistes, auront à revenir.

Ce qui compte, c'est que cesse le scandaleux, le honteux, l'insupportable génocide au Rwanda, que les blessés soient soignés et que les populations, qui vont d'exode en exode, soient assistées. Depuis trois mois, le secrétaire général des Nations unies multiplie ses appels avec une véhémence peu soulignée. Il est même passé aux accusations : selon lui, l'Afrique serait tout simplement abandonnée par les Européens. La France vient de décider de répondre à cet appel de l'ONU. Jusqu'à maintenant elle n'a pas reçu l'accord de ses partenaires européens.

Pour le Nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986 : « L'Afrique du Sud est notre rêve, le Rwanda notre cauchemar. Le rêve peut devenir notre réalité, mais ce n'est pas pour demain. Le Rwanda

est une nation cliniquement morte. La communauté internationale, représentée dans ce cas par l'Organisation de l'Unité africaine, devrait avoir le courage de l'annoncer. Ce n'est pas à une nation mais bel et bien à un abattoir que nous avons affaire. Tout le monde s'inquiète pour les gorilles du Rwanda. Mais là, c'est de l'extermination des hommes que nous parlons. Si l'on veut parler d'espèces en voie de disparition, c'est des Tutsis du Rwanda qu'il faut parler. » Jamais un Africain n'avait utilisé un langage aussi direct pour parler des siens. Selon Wole Soyinka, il faut redouter que de nouveaux massacres n'interviennent un peu partout, tant que les dirigeants africains auront intérêt à ne pas remettre en question le découpage arbitraire des frontières.

Pour le Rwanda, rappelons quelques faits en pensant moins aux polémistes qu'aux lecteurs qui voudraient se faire une opinion. Lorsque les missionnaires catholiques belges, succédant aux missionnaires protestants allemands, arrivent au Rwanda, ils trouvent, on l'a rappelé, deux ethnies : les Tutsis, d'allure plutôt soudano-arabe, et les Hutus, peuple bantou négroïde. Les Belges font plus que s'insérer dans des habitudes ancestrales respectées par leurs prédécesseurs allemands, en donnant les avantages de l'éducation, de la formation et de la participation au pouvoir aux Tutsis. Ces derniers, traités

comme des collaborateurs privilégiés, se conduisent à peu près comme partout ailleurs : ils finissent par haïr leurs « bienfaiteurs ». Au point qu'au moment de l'indépendance les missionnaires belges, avant de partir, donnent le pouvoir aux Hutus qui sauront, en leur lieu et place, punir les ingrats.

Il va s'ensuivre des massacres, des règlements de comptes et l'exode de plusieurs centaines de milliers de Tutsis dans les pays voisins, notamment en Ouganda et au Burundi. C'est à partir de ces pays anglophones et très influencés par la Grande-Bretagne que s'organisera la résistance armée des Tutsis et que s'exprimera leur volonté d'obtenir réparation dans leur pays.

Que fait alors la France ? Elle décide d'assister, de financer et d'armer l'État rwandais, mais en lui imposant de respecter démocratiquement les droits de l'opposition des Tutsis. La France s'est peut-être trop vite convaincue que ce vœu avait été réalisé dans la mesure où le président Habyarimana (assassiné le 6 avril dernier) avait désigné un Premier ministre et un ministre des Affaires étrangères qui sortaient des rangs de l'opposition. Paris est resté sourd aux avertissements qui l'informaient des pratiques répressives du président au pouvoir. Mais de toute façon, cette démocratie n'eût pas convenu à tous ceux qui, au sein du Front patriotique

rwandais, avaient décidé de lutter par les armes et non par le vote. Si nous avons commis des erreurs, disent les Français, c'est d'avoir suivi la maxime de Thomas Jefferson : « Pour porter remède aux défauts et aux insuffisances de la démocratie, il faut toujours plus de démocratie. » C'était la philosophie de la conférence inter-africaine de La Baule. Mais aujourd'hui, il est permis de se demander si, après les oppositions organisées et militaires que sa politique a suscitées, la France ne risque pas, en intervenant au Rwanda, de connaître des déboires pires encore que ceux rencontrés par les Américains en Somalie.

Quand elle éclate aux quatre vents de l'ambition ou qu'elle menace de s'effondrer sous le poids de son inanité, la famille mitterrandienne a recours à une espèce de messe noire dont le cérémonial immuable, tout à la fois efficace et dérisoire, réunit pour un temps, comme dans les enterrements de campagne, toute la parentèle dispersée : le meurtre rituel de Michel Rocard. Ecce qui tollit peccata mundi : comme en 1979 au congrès de Metz, ou en 1991 quand on le vira de Matignon, ils étaient là, fabiusiens, poperénistes, jospinistes, tous, assemblés autour d'un secret inavouable qui les réunit le temps d'un coup de couteau.

Retour aux sources, donc. Toutes voiles dehors vers la doctrine, puis qu'on s'apprête à quitter le pou-

voir. Nous avons depuis dimanche un grand rabbin qui veut judaïser les juifs et un premier secrétaire qui veut socialiser les socialistes. Au fond, il y a de la logique dans cette éviction. Quand triomphent jusqu'au fond des urnes les démagogues et les coquins, il est naturel que le Parti socialiste, avec son courage légendaire, sacrifie celui des siens qui incarnait jusque dans ses maladresses une certaine dignité et une certaine rigueur de la politique. Leurs stratèges l'ont bien compris : tout se passe comme si, la vie quotidienne étant devenue trop blafarde, et la politique trop impuissante, les Français, revenus de tout, aspiraient plus à être distraits qu'à être gouvernés.

Alors, la main de Mitterrand ? Il y a environ trois mois, le président aurait confié à l'un de ses familiers : « Aujourd'hui, en privé, personne ne donne un sou des chances de Michel Rocard. Y compris parmi ses proches. Mais vous verrez que quand la chose éclatera au grand jour, c'est encore moi qui serai le coupable. » C'est vrai. Vrai aussi qu'il y a mis du sien, marquant autant de répugnance à recevoir son ancien Premier ministre qu'à prononcer son nom en public. Vrai surtout que cet échec personnel de Rocard a quelque chose de providentiel pour Mitterrand. Depuis l'autre dimanche, on dirait, à entendre les commentaires, que c'est Rocard qui gouverne depuis treize ans et qui est

responsable du chômage, de la déception du peuple de gauche et des zigzags d'une politique qui nous a conduits de la rupture avec le capitalisme à l'apologie de l'affairisme.

Alors, ce meurtre symbolique sera-t-il le dernier ? Rien n'est moins sûr. Car les Français, à peine ont-ils jeté un homme à terre qu'ils commencent à le regretter. Quand on a bien rigolé de la pitoyable figure de Rocard aux « Guignols de l'info », quand les beaufs de gauche se sont bien rassasiés des triomphes de Tapie tandis que ceux de droite célébraient celui de Villiers, il reste au fond du palais un goût de cendre et d'abjection.

Pourquoi le cacher ? Rocard avait déçu ses amis les plus fidèles par une obsession présidentielle dévoreuse qui date de 1969, et dont on célébrait justement cette année le jubilé ; il s'était choisi un entourage étroit qui l'isolait de l'extérieur plus qu'il ne le mettait en communication avec lui ; il s'était plongé dans le travail d'appareil avec une telle jubilation qu'il avait réussi en un an à faire oublier aux Français qu'il avait longtemps incarné l'exigence politique contre la routine partisane. Enfin libre ! Cet homme que j'ai toujours connu à la veille d'une échéance importante saura-t-il enfin reprendre sa liberté à l'égard des échéances, pour transformer ses ambitions en un dessein ? La réponse ne peut venir que de

lui seul. A bientôt, Rocard ! Minoritaire depuis la Révolution française, la culture politique qu'il a longtemps incarnée, défiante à l'égard de l'autorité même quand celle-ci se réfugie dans les plis de la souveraineté populaire, cette culture faite d'ambition mais aussi de réalisme, qui aspire à administrer les choses pour laisser aux hommes le soin de se gouverner eux-mêmes, cette culture d'hommes fiers et libres, comme disait Pelloutier, cette culture, dis-je, a fait en profondeur des progrès gigantesques dans la société française.

A son corps défendant, François Mitterrand lui a d'ailleurs fait hommage presque tout au long de ses deux septennats, prenant acte que les taux de change, les cours de l'inflation et du chômage ou les rapports de forces internationaux ne se laissent pas aussi facilement séduire que des militants dans un palais des congrès. Pourquoi donc la première gauche n'a-t-elle pas toujours eu les idées de ses hommes ni la seconde les hommes de ses idées ?

On peut légitimement être inquiet. Tandis que Bernard Tapie veut supprimer le chômage par décret, Henri Emmanuelli, le nouveau leader du PS, voulait naguère, pour le réduire, que l'on travaillât moins en gagnant autant...

J'apprends avec plaisir que les deux hommes ne s'entendent pas. C'est là un moindre mal car si, de-

main, ce qui est demeuré au fond du trou noir électoral, une gauche Emmanuelli et une gauche Tapie venaient à faire alliance, le dogmatisme appuyé au bras de la friponnerie, alors c'est la partie positive et paradoxale de l'héritage mitterrandien, au carrefour des deux gauches, qui se trouverait tout d'un coup réduite à néant.

J. J.

Jacques Julliard

Le Nouvel Observateur